

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

**Brèves**  
AFRIQUE DU SUD :  
EXAMEN D'UN RE-  
COURS RÉCLAMANT  
LA PRISON POUR  
ZUMA

La justice sud-africaine a examiné hier la requête d'une commission anticorruption réclamant que l'ex-président Jacob Zuma soit placé derrière les barreaux pour son refus de témoigner devant elle. Depuis la création en 2018 de cette commission chargée d'enquêter sur la corruption généralisée pendant ses neuf années au pouvoir, M. Zuma, déjà mis en cause par une quarantaine de témoignages, multiplie les manoeuvres pour éviter d'avoir à s'expliquer.

**MOZAMBIQUE :**  
L'ARMÉE TRAQUE DES  
INSURGÉS À PALMA

Des soldats mozambicains ont lancé hier une offensive pour repousser des jihadistes présumés au lendemain d'une attaque à Palma (nord-est), où un mégaprojet gazier auquel participe le groupe français Total a été paralysé plusieurs mois par les violences, a annoncé le ministère de la Défense. Des jihadistes ont attaqué Palma mercredi après-midi, forçant des habitants terrifiés à fuir dans la forêt environnante.

**EGYPTE : CANAL  
DE SUEZ BLOQUÉ,  
TRANSPORT MA-  
RITIME MONDIAL  
PERTURBÉ**

L'Égypte tente de dégager un porte-conteneurs géant bloquant depuis mercredi le canal de Suez, route commerciale cruciale entre l'Europe et l'Asie, un incident qui pourrait ralentir le trafic maritime mondial pendant plusieurs jours voire des semaines. Selon la société néerlandaise Smit Salvage mandatée par l'exploitant du navire Evergreen Marine Corp, basé à Taïwan, pour aider à dégager le navire.

## Libye : Tripoli appelle au retrait des mercenaires

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

LES libyens ne veulent plus des mercenaires sur leur sol. Leur gouvernement unifié a appelé hier à leur retrait "immédiat" dans un pays en proie au chaos depuis une décennie, malgré les efforts répétés à un retour à la stabilité. "Nous réitérons la nécessité du départ de tous les mercenaires de Libye et de façon immédiate", a déclaré la ministre libyenne des Affaires étrangères, Najla al-Mangoush, lors d'une conférence de presse à Tripoli avec ses homologues français, allemand et italien. "Le départ des mercenaires", lié aux interférences étrangères, "est essentiel pour que l'Etat libyen affirme sa souveraineté", a ajouté le Français Jean-Yves Le Drian.

Les chefs des diplomaties française, italienne et allemande ont effectué hier un déplacement à Tripoli, une dizaine de jours après l'installation d'un nouveau gouvernement unifié chargé de gérer la transition jusqu'à des élections prévues le 24 décembre. La Libye tente de s'extraire d'une décennie de conflit, depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi, un chaos marqué par l'existence de pouvoirs rivaux et l'implication de puissances étrangères, notamment par le biais de l'envoi de mercenaires. Jusqu'à très récemment s'affrontaient un gouvernement à l'Ouest reconnu par l'ONU et appuyé notamment par la Turquie et un pouvoir dans l'Est soutenu par les Emirats, l'Égypte et la Russie. Le nouvel exécutif unifié, qui doit permettre de clore ce chapitre de divisions, est né d'un nouveau processus onusien lancé en novembre à Tunis et mis sur orbite en février à Genève, avant un vote de confiance "historique" du Parlement ce mois.

Sur la question des mercenaires, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a noté mercredi qu'il restait "profondément préoccupé par les informations



Les mercenaires désormais indésirables en Libye.

sur une présence persistante d'éléments étrangers dans et autour de Syrte et dans le centre de la Libye", dans un rapport au Conseil de sécurité. L'ONU a évalué à environ 20 000 le nombre de militaires étrangers

et mercenaires encore actifs en Libye.

Evoquant l'initiative commune d'hier, le chef de la diplomatie française a estimé qu'elle visait à démontrer une unité "nécessaire" sur la Libye, qui "repré-

sente notre voisinage immédiat". "Nous ne pouvons détourner le regard des conséquences que peut avoir la crise libyenne en Europe en matière de sécurité, en matière de terrorisme, en matière de migration", a-t-il dit. "

## Initiative commune



Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères.

J.O. (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Les ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne et d'Italie étaient hier en visite commune à Tripoli. Histoire de poser un geste visiblement destiné à apporter le soutien des trois capitales européennes aux récents progrès politiques dans ce pays en proie

au chaos.

Annoncée à la dernière minute, ce déplacement de Jean-Yves Le Drian, Heiko Maas et Luigi di Maio devait donner lieu à une conférence de presse à la mi-journée (vers 11H00 GMT). Cette initiative intervient une dizaine de jours après l'installation d'un nouveau gouvernement unifié chargé de gérer la transition jusqu'à des élections prévues le

24 décembre.

Elle intervient en outre au même moment qu'un sommet des 27 pays de l'UE à Bruxelles, lors duquel le président français Emmanuel Macron a prévu de mettre le dossier libyen sur la table. Mise en difficulté ces deux dernières années en raison de sa proximité avec l'homme fort de l'est de la Libye, Khalifa Haftar, Paris semble à la manoeuvre.

Plus tôt cette semaine, elle a annoncé la réouverture lundi prochain de son ambassade à Tripoli, fermée depuis 2014. Contrairement à M. Le Drian et à M. Maas, le ministre italien des Affaires étrangères a toutefois déjà rencontré les nouvelles autorités de transition du pays à Tripoli dimanche dernier. Selon le programme de cette visite commune, les trois chefs de la diplomatie devaient s'entretenir avec le nouveau Premier ministre Abdelhamid Dbeibah et des membres de son gouvernement, ainsi qu'avec l'envoyé spécial de l'ONU Jan Kubis.

Photo: AFP

Photo: AFP